

Journée d'étude

Le curriculum en France : quelles actualités, quelles perspectives ?

Jeudi 31 janvier 2019 - Amphi Durkheim en Sorbonne - 9 h 30 - 16 h 30

Depuis le tournant des XX^e-XXI^e siècles, de nombreuses réformes en France refondent et reconfigurent la scolarité obligatoire, l'enseignement en lycée général et technologique, les formations en lycée professionnel, les cursus universitaires ou les formations supérieures. Ces transformations constituent un changement de grande ampleur, parfois explicitement indexé aux termes « curriculum » ou « curricula » jusqu'alors méconnus voire ignorés ou dédaignés en France malgré ses usages anciens et ordinaires à la fois au plan international et dans des formations professionnelles en France. L'émergence du curriculum dans les discours politiques français s'inscrit dans la circulation d'idées au sein de l'Union européenne et au-delà, et dans la diffusion de réflexions, d'études et de recherches publiées dans des ouvrages ou articles. Associée aux réformes des programmes et des plans d'études, cette orientation curriculaire promeut un renversement de pensée afin de réinventer l'éducation et les formations du XXI^e siècle. Curriculum, contenus, disciplines et compétences s'entremêlent ainsi dans les recherches à dominante sociologique, didactique, politique ou historique et dans les réflexions et interventions programmatiques des instances et des experts chargés de la définition de l'enseignement et des formations scolaires.

L'objectif central de cette journée d'étude est de réunir les chercheurs et les experts engagés à des degrés divers dans des travaux, réflexions ou actions sur la thématique du/des curriculum/ des curricula afin de croiser, caractériser et positionner les recherches et leurs orientations théoriques et méthodologiques.

Cette journée d'étude, centrée sur la préoccupation générale « Le curriculum en France : quelles actualités, quelles perspectives ? » est organisée en trois tables rondes successives :

1. Curriculum : qui, pour quoi faire, pour quoi dire ?
2. Curriculum : comment, quelle organisation et quelle cohérence d'ensemble ?
3. Curriculum : quelles mises en œuvre, quels équilibres, quelles frontières ?

* * *

Programme

9 h 30	Ouverture de la journée
10 h – 11 h 30	Table ronde n°1
11 h 30 - 13 h	Pause méridienne
13 h 15 – 14 h 45	Table ronde n°2
14 h 45 – 16 h 15	Table ronde n°3
16 h 15	Clôture des travaux, conclusions et perspectives

Date : jeudi 31 janvier 2019

Horaires : 9 h 30 - 16 h 30

Renseignements : raulin-pro@orange.fr

Lieu : amphi Durkheim à la Sorbonne (entrée au n°1 de la rue Victor Cousin - Paris 5^{ème})

Table ronde 1

Curriculum : qui ? Pour quoi faire, pour quoi dire ?

Le terme-concept « curriculum » est polysémique avec des acceptions contrastées, à la source de paradoxes. Inséré dans un champ lexical qui mêle « qualité », « développement », « *outputs* », « compétences », « pilotage », « référentiel », « programmes »..., ses usages sont marqués par les oppositions entre sa grande diffusion au niveau international soit parce qu'il est perçu comme un mot à la mode (ce qui ne contribue pas à en clarifier les sens), soit parce qu'il est depuis longtemps un mot du vocabulaire usuel de l'éducation dans plusieurs pays étrangers (avec en ce cas un sens bien déterminé), et son statut de terme-tabou dans plusieurs États comme la France qui n'hésitent pas pour autant à s'en inspirer pour définir des nouveaux plans d'études selon une « logique curriculaire » (par exemple, le socle). Les enquêtes internationales qui s'intéressent aux performances des systèmes éducatifs (en termes d'efficacité économique, d'acquis des élèves, de taux des diplômés) font régulièrement référence aux curricula en contribuant à la médiatisation du terme sur le plan international, sans pour autant se préoccuper de les définir ou de les caractériser sur le plan de leurs finalités, de leurs contenus et de leurs formes. Enfin, les responsables politiques, les décideurs institutionnels et les chercheurs mobilisent ce terme-concept avec des visées différentes. Pour les uns, « curriculum » représente un moyen – parfois un slogan – pour un changement devant aboutir à de meilleures performances des systèmes éducatifs. Pour les autres, c'est un objet dont l'investigation scientifique vise l'intelligibilité de ses principes fondateurs, constructifs et organisateurs, la mise au jour de son fonctionnement, les écarts entre ses déclinaisons selon les phases de son existence, ses rapports avec les différents acteurs, des *policymakers* aux élèves.

Dans le contexte contemporain, dans les différents pays et aires culturelles, *qui conçoit* les curricula (des politiques, des experts, des chercheurs ?), et *qui* parle de curriculum dans les différents milieux politiques, scientifiques, nationaux, internationaux ? *Pour quelles raisons, pour dire quoi ? Et pour faire quoi ?* Y-aurait-il derrière les différentes approches mentionnées précédemment, la nécessité d'exprimer un autre point de vue sur les enjeux socio-éducatifs et donc à renouveler les problématiques de l'éducation et de la formation et à les positionner par rapport aux façons de penser héritées du passé ? Des questions telles que la recherche du *sens* du parcours d'enseignement ou de formation au-delà des fragmentations et des incohérences inhérentes à leur histoire semblent être au cœur de toute réflexion qui mobilise le terme-concept de curriculum. Est-il possible de cerner plus précisément, la fonction et le périmètre du champ d'études, d'intérêts et d'interventions relatifs au curriculum ? Quelles en seraient les frontières ? Avec qui ou quoi ? En outre, est-il possible d'identifier clairement les éléments communs entre les différentes conceptions et approches afin d'éclairer davantage les enjeux fondamentaux que le champ d'expertise et de recherche du curriculum propose de prendre en charge ?

Telles sont les questions de cette table ronde centrée sur les discours et les actes ; les *qui* ? Le *pour quoi faire* ? Et *pour quoi dire* ?

Table ronde 2

Curriculum : comment, quelle organisation et quelle cohérence d'ensemble ?

Depuis l'inscription du socle commun des connaissances et des compétences dans la loi en 2005, le système éducatif français affiche le choix de l'approche curriculaire des contenus d'enseignement qui remet en question certains découpages de ces contenus (disciplines, matières...). Ce choix est-il légitime/nécessaire par rapport à d'autres choix possibles ? En tout état de cause, cela affecte à la fois la nature des contenus, l'organisation des curricula et leur cohérence. Au-delà du système éducatif français, en quoi les reconfigurations curriculaires peuvent-elle être mises en relation avec les politiques éducatives dans les systèmes nationaux ou au niveau international ?

Comment prendre en compte les différents types de contenus possibles sans se limiter aux savoirs des disciplines constituées ? Comment penser de nouvelles approches didactiques pour des contenus résultant d'une composition sous influences multiples, contenus qui restent en partie à inventer ? En quoi des didactiques construites initialement dans le prolongement des disciplines académiques peuvent-elles prendre en compte les reconfigurations curriculaires actuelles qui ne sont pas pensées selon cette logique ? Les reconfigurations plus récentes des didactiques (didactique comparée, didactique des QSV, des éducations à...) sont-elles à même de relever ce défi ? Depuis plusieurs décennies, la compétence des didacticiens est au moins discutée, voire parfois niée dans l'élaboration des curricula/contenus curriculaires : cela est-il dû aux limites actuelles de la didactique/des didactiques ou à d'autres facteurs ? Que faire pour que les didacticiens, avec d'autres acteurs, puissent contribuer pleinement à la conception de nouveaux contenus curriculaires ?

Comment concevoir l'organisation d'ensemble d'un curriculum en prenant en compte la multiplicité des enjeux, des références et des liens possibles entre les parties constitutives de ce curriculum ? Quelles sont les continuités et ruptures au sein d'un même curriculum (par exemple entre domaines différents pour un même niveau scolaire ou un même public visé) et d'un curriculum à un autre (par exemple entre deux segments scolaires différents) ?

Comment assurer la cohérence globale du curriculum tout en tenant compte des exigences épistémologiques de chaque domaine et donc de leur cohérence interne ? Cette question se pose aussi bien dans l'enseignement secondaire (cohérence des interventions de professeurs différents) que dans l'enseignement primaire (cohérence des interventions d'un même professeur dans deux domaines distincts) et que dans l'enseignement supérieur (cohérence des multiples intervenants).

Ces différents niveaux de cohérence ne paraissent pas toujours compatibles entre eux. La recherche de certaines cohérences amène-t-elle intrinsèquement à en négliger d'autres ? Cohérence entre domaines vs cohérence interne à chaque domaine ? Cohérence des interventions de professeurs vs cohérence des références épistémologiques ? Ou bien, serait-il possible de respecter l'ensemble des cohérences, en adoptant d'autres logiques de construction/conception ?

Table ronde 3

Curriculum : quelles mises en œuvre, quels équilibres, quelles frontières ?

L'idée de curriculum prend ses racines dans l'institution scolaire. Celle-ci a cependant connu trois périodes et conceptions principales successives, coexistant toujours actuellement dans les discours et doctrines : l'école sanctuaire dont la finalité était la protection du monde enfantin, l'école ouverte en lien avec le monde extérieur (environnement, parcs naturels, lieux de culture...), et enfin l'école incluse dans un territoire et impliquant tous ses acteurs. De même l'institution scolaire coexiste depuis longtemps avec le monde associatif. Ces périodes ont impliqué des relations contrastées entre les différents acteurs, notamment dans la période récente la scolarisation des associations et des musées souvent mis à contribution de l'enseignement au travers de la prise en charge externalisée de parts de programmes scolaires. Ces dernières années sont ainsi marquées par une extension d'un format scolaire à des domaines extra-scolaires. Cependant, les récents textes officiels en France ont consacré la pluralité des portages éducatifs et leur ancrage local (Projets éducatifs locaux...). Après une acception originellement locale (l'établissement scolaire) dans le monde anglo-américain, le curriculum a acquis une dimension nationale dans un certain nombre de pays. La tendance à une nouvelle montée en puissance du local, le territoire, se dessine actuellement.

L'élargissement des actions éducatives à l'ensemble de la société provient également des orientations des instances supranationales (UNESCO, OCDE, OMS, UE...), et des nouvelles parties prenantes au travers de préoccupations renouvelées qui concernent les paysages, le patrimoine, le développement durable, la santé, la solidarité internationale, l'interculturalité, l'information et les médias, la paix... Le constat d'une extension verticale du projet d'éducation amène aussi à considérer la place de l'université et de la formation tout au long de la vie dans la question curriculaire. L'hybridation contemporaine entre éducation formelle et non formelle, entre sphère publique et privée, entraîne une interpénétration des catégories aussi diverses qu'enseignants, éducateurs, animateurs, formateurs, chargés de projets... et une recomposition des rapports entre experts, scientifiques et profanes, citoyens et politiques.

L'ensemble de ces évolutions amène à repenser et questionner les équilibres et les frontières curriculaires. N'y a-t-il pas extension du curriculum et des méthodes de recherche qui en résultent bien au-delà de la sphère institutionnelle scolaire ? Ne faut-il pas repenser le curriculum dans ses déclinaisons et spécificités multiples ? Mais comment penser la cohérence d'ensemble, les échelles d'élaborations et les portages ? Comment repenser les liens entre élaborations curriculaires et sphères politiques ? Ne convient-il pas alors de repenser une épistémologie du curriculum dans le nouveau contexte d'accélération des économies mondialisées ? Ne faut-il pas également repenser des méthodes d'analyse et d'élaboration curriculaire à l'aune des extensions et diversifications dans les sphères professionnelles, associatives, muséales, territoriales, universitaires et plus largement civiles ? Au regard de ces questions, comment se situent et répondent les différents acteurs de ce curriculum devenu hybride au niveau du territoire ?